

## Emmanuel Macron face aux défis méditerranéens

par Mireille Duteil, membra actif de l'association

2017 s'est présenté comme un cru spécial dans le paysage politique français. Pour la première fois, un homme jeune, 39 ans, né après la décolonisation, sans histoire personnelle qui le relie à la Méditerranée, s'est installé à l'Élysée. Les pays de la rive sud de la Mare Nostrum ont poussé un soupir de soulagement. Pendant la campagne électorale française, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc avaient les yeux fixés sur Paris. Peu importaient soudain, les événements de politique intérieure de chacun. Qui se souciait encore en Algérie, du parti vainqueur – qui ne serait pas une surprise – aux élections législatives ? Au Maroc, le duel entre le jeune Emmanuel Macron et Marine Le Pen était l'objet de toutes les conversations. Voir la présidente du Front national s'installer à l'Élysée était devenue une hantise d'est en ouest du Maghreb.

Puis, après l'élection d'Emmanuel Macron avec 66,1% des voix, (et 94% un score à la Ben Ali ! chez les Français de Tunisie), une seconde interrogation s'est faite jour. Le nouveau président allait-il faire du Maghreb, qu'il connaît mal, un dossier prioritaire ? Si la politique française est regardée à la loupe par les responsables de la rive sud de la Méditerranée, ils espèrent, en retour, que la réciproque sera vraie, tant les liens historiques, culturels et économiques sont multiples entre les deux rives. Un souhait y est très souvent partagé, en particulier en Tunisie, où selon le mot du député Monceif Cheikh-Rouhou, « la France est au cœur et dans la tête des Tunisiens ». Le nouveau président ne pourrait-il décider de faire de la Méditerranée, la « nouvelle frontière » de son pays, suggère-t-on ? Un rêve fou qui serait bénéfique pour les deux rives où les nuages noirs s'accumulent, qu'ils s'appellent migrations incontrôlées, menaces djihadistes ou chômage.

Le candidat Macron a marqué des points au Maghreb en réservant à la Tunisie (novembre 2016), au Liban (janvier 2017), à l'Algérie (février 2017), ses trois voyages non européens avant l'élection présidentielle. Dans une interview à Jeune Afrique, il avait ensuite annoncé qu'il irait au Maroc pour son premier déplacement en terre africaine (à l'exception du Mali où il voulait réserver aux troupes françaises sa première visite hors d'Europe). Et c'est à Alger, en février, qu'il pose les jalons de sa politique méditerranéenne. « La politique arabe et méditerranéenne doit être replacée au cœur de la diplomatie française », explique-t-il. Dont acte.

Macron l'Européen sait que la Méditerranée n'est qu'un lac intérieur qui lie les destins des deux rives. Une évidence alors que plusieurs millions de Maghrébins, de Franco-maghrébins, de Français du Maghreb, d'hommes d'affaires pratiquant « l'entre-deux » selon la formule utilisée en Tunisie, tissent un réseau serré de relations entre les deux continents. Il sait aussi qu'il ne pourra pas faire l'économie des trois principaux défis méditerranéens : l'arrivée massive de migrants à travers une mer devenue le tombeau de plusieurs milliers de réfugiés politiques ou économiques ; le retour des djihadistes du Moyen-Orient dont l'Europe craint les répercussions ; la lenteur du développement économique qui ne parvient pas à sortir la majorité de la population de la pauvreté. Ces trois défis sont liés et se nourrissent les uns les autres. Comment y répondre ?

- Premier défi : les migrants, une menace pour l'Europe.

L'arrivée en flots continus et importants de dizaines de milliers de réfugiés et de migrants venus du Moyen-Orient et du sud du Sahara avec en tête un rêve de vie

meilleure, donne des sueurs froides aux responsables français et européens. Le phénomène dure depuis une vingtaine d'années et s'est accélérée avec les guerres en Irak et en Syrie, le changement climatique et l'ouverture partielle de l'enfer érythréen. Acculés au sud de la Méditerranée, réfugiés et migrants économiques se regroupent principalement sur la côte libyenne, où ils sont enfermés dans des centres de rétention dans des conditions inhumaines. Le sud tunisien est impacté par leur arrivée, l'Algérie tente de les repousser, le Maroc, régulièrement submergé par les Subsahariens qui s'agglutinent dans la région de Tanger pour rejoindre l'Espagne via les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, a légalisé la situation de quelques milliers d'entre eux à deux reprises. Cette situation, terrible, n'a pas de fin prévisible.

Que peut faire Emmanuel Macron ? Aucun président français ne peut se détourner d'une Méditerranée devenue un cimetière. Comme l'ensemble des responsables européens, il craint les réactions politiques (la montée de mouvements populistes) dans des sociétés riches où certains s'appauvrissent et acceptent mal la misère venue d'ailleurs. Les Européens tentent – en vain – de contrôler les arrivées à travers la Méditerranée. Le nouveau président français veut renforcer Frontex pour augmenter le nombre des gardes-frontières et des garde-côtes en Méditerranée. Le combat est perdu d'avance tant que des conflits meurtriers et la misère, pousseront des hommes, des femmes et des enfants à risquer leur vie à travers le Sahara, puis sur la Méditerranée. 6000 d'entre eux ont péri en mer en 2016. Des milliers d'autres ont été sauvés : en août 2016, 14000 « boat-people » étaient recueillis par les marines italiennes, françaises... Pour le seul week-end pascal de cette année, 8000 d'entre eux ont échappé à la noyade ; il y eut 5000 rescapés dans la seule nuit du 19 au 20 mai....

Impuissants, les Européens souhaiteraient que les pays de la rive sud s'opposent aux départs des migrants. Comment demander aux économies les plus pauvres de prendre en charge ce nouveau fardeau ? La Turquie, débordée par les arrivées de Syriens, a reçu, depuis 2015, une forte aide financière. Le cas est exceptionnel. En mai, l'Italie et la Tunisie ont signé un accord de réadmission des migrants qui n'obtiennent pas de permis de travail ou un statut de réfugiés en Europe. Et que fera ensuite la Tunisie de ces pauvres bougres qu'elle va récupérer ? Les renverra-t-elle chez eux ? Nul ne le sait.

- Deuxième défi : le retour des djihadistes, une menace pour le Maghreb.

Comment aider les pays du Maghreb à se stabiliser ? Concrètement, tous ne sont pas également menacés. L'Algérie est sortie de sa décennie noire, bien qu'elle connaisse encore un terrorisme « résiduel » (attentats contre les forces de l'ordre), selon le mot employé en Algérie ; le Maroc fort de ses puissants services de sécurité avec lesquels la France coopère, a démantelé nombre de réseaux djihadistes installés sur son territoire et semble avoir la situation en main.

Reste la Tunisie. Les 11,5 millions de Tunisiens (chiffre 2017) sont inquiets devant les turbulences de leur encombrant voisin libyen. Le gouvernement d'Al Sarraj ne réussit pas à s'imposer aux différentes milices et aux groupes islamistes libyens ou étrangers. Tunis attend beaucoup du nouveau président français. Ce n'est pas un hasard si Emmanuel Macron a choisi de s'y rendre pour son premier voyage maghrébin. Il a voulu saluer le seul Etat où le Printemps arabe a réussi, celui où la démocratie est en marche, mais aussi faire savoir qu'il serait là, comme ses prédécesseurs, en cas de coups durs.

L'an passé, le vice-ministre de l'Intérieur avouait que les services de sécurité avaient empêché le départ au djihad, ces dernières années, de 12.000 jeunes tunisiens ! Phénoménal ! L'ONU estime à 5000 ceux qui seraient en Irak et en Syrie. Un chiffre surestimé pour le ministre de l'Intérieur, qui affirme qu'ils ne sont pas plus de 2000 à 3000. Combien d'entre eux cherchent-ils à rentrer ?

Concrètement, la situation sécuritaire s'est améliorée depuis l'attaque des forces de sécurité à Ben Gardane, à la frontière tuniso-libyenne par l'Etat islamique, en mars 2016. Un acte de guerre qui avait tétanisé le pays. Depuis, la remise en ordre des services de sécurité qui ont bénéficié de nouveaux moyens, a permis de démanteler de nombreux réseaux djihadistes. Les autorités ont probablement compris que le danger politique supposé de services de sécurité forts et regroupés était peut-être moindre que leur faiblesse devant le péril djihadiste. Des officiers français, entre autres, participent à la formation dans l'armée. Emmanuel Macron ne lèvera pas le pied. Il compte aussi sur l'Algérie et l'Egypte pour aider à la stabilisation de la Libye et réduire ainsi une menace que la Tunisie semble de plus en plus maîtriser.

- Le troisième défi méditerranéen est économique.

Pour la France, aider les économies maghrébines ne peut être que bénéfique. La pauvreté et le chômage au sud alimentent l'immigration et le djihadisme au nord. Créer des emplois est impératif pour la Tunisie où les jeunes connaissent un des taux de chômage les plus élevés du Maghreb (24% officiellement). Les Tunisiens attendent beaucoup du jeune président français. Il y a quelques mois, le président Béji Caïd Ebsessi, qu'il n'avait pas rencontré à Tunis alors qu'il n'était que candidat, souhaitait le voir faire un geste et effacer une partie de la dette tunisienne envers la France. Macron élu, il avait souhaité, en le félicitant, que « la France renforce davantage son soutien à la Tunisie afin de l'aider à réussir le pari de la démocratie, du développement économique et social ». Le soutien de François Hollande était trop « mesuré, regrette-t-on à Tunis

Que veut faire Emmanuel Macron ? La crise économique est grave, les finances dans le rouge, les réformes économiques timides. « Depuis six ans, nous avons mis en place notre démocratie, mais nous avons oublié l'économie » reconnaissait fin mai, à Paris lors d'un colloque au Sénat, Wided Bouchamaoui, présidente de l'Utica, le patronat tunisien.

Le nouveau président, technocrate pragmatique passé par la banque Rothschild, ancien ministre de l'Economie de François Hollande, veut du « donnant-donnant ». Son objectif : favoriser dans tous les pays du Maghreb, la création de projets entre des entreprises des deux rives. La Tunisie est bien placée. Elle dispose d'une population éduquée, de matière grise et d'une diaspora nombreuse. En Tunisie, où 1200 entreprises françaises emploient 106.000 personnes, comme en Algérie où la France reste le premier investisseur hors hydrocarbures (180 grosses sociétés), la politique du nouveau président est de parier sur le développement des énergies renouvelables, en particulier dans le solaire. La France, dans ce secteur, se fait tailler des croupières par les Allemands.

Emmanuel Macron, l'iconoclaste, veut apporter quelques éléments de rupture dans la relation franco-maghrébine traditionnelle. « Les relations franco-maghrébines ne sont pas celles du tout Etat à Etat » écrivait-il dans un tweet lors de son voyage à Alger. Il a choisi des axes prioritaires pour développer les relations de pays à pays : l'économie en Tunisie ; la création d'un partenariat stratégique qui reposerait sur un trépied, l'éducation, l'économie et la culture, en l'Algérie. Dans ce pays, le jeune président né après l'indépendance algérienne,

que son entourage dit « gaullo-miterranadien », rêve d'une réconciliation franco-algérienne sur le modèle franco-allemand. Est-il trop présomptueux ?

Avec le Maroc, son projet est aussi ambitieux. Il compte faire du royaume l'axe stratégique de son grand partenariat entre l'Afrique et la Méditerranée. Concrètement, il veut s'appuyer sur les relations économique et diplomatique mise en place, ces dernières années, par le Maroc en direction de l'Afrique. Nombre d'entreprises françaises sont déjà impliquées dans cette stratégie dans laquelle Emmanuel Macron veut associer l'Union européenne et l'Union africaine.

Le jeune président pense « global ». Mais il sait aussi faire marche arrière pour plus d'efficacité. Ainsi, il ne souhaite pas relancer une Union pour la Méditerranée (UPM) en état de mort clinique. « Pas question de créer de nouvelles institutions, nous allons simplement poursuivre la politique de projets », expliquait avant l'élection, son conseiller diplomatique et ami, Aurélien Lechevallier. Emmanuel Macron veut rompre avec une UPM ingérable depuis qu'elle regroupe l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. Nicolas Sarkozy espérait ainsi faire entrer Israël au sein du club. Le résultat fut l'inverse : le conflit israélo-palestinien a tué (ou presque) l'UPM. Pragmatique, Macron veut revenir au passé, dissocier les deux Méditerranées, l'orientale et l'occidentale, qui n'ont pas les mêmes soucis. Sa priorité sera de relancer la coopération au sein des 5+5 (cinq pays du nord de la Méditerranée, de la Grèce au Portugal inclus, et cinq de la rive sud, de l'Égypte au Maroc). En clair, Macron veut se replier sur son arrière-cour. La France y a déjà tant à faire.

Mireille Duteil